

ÉCONOMIE 4.0

Pour tous, sans privilèges



Chères et chers camarades,

Le processus de révision du concept économique va déjà bon train et je me félicite grandement du vif intérêt et de la coopération de tou-te-s les participant-e-s. Une étape intermédiaire importante dans ce processus est la discussion dans le cadre de l'Assemblée des délégué-e-s. Pour que tout le monde puisse bien comprendre l'historique de ce projet, le processus en cours et les prochaines étapes, je voudrais brièvement commenter certains points en guise d'introduction.

La version finale du nouveau concept économique doit être adoptée lors du Congrès, en décembre 2018. Le présent document constitue une étape intermédiaire. Il a pour but de donner aux délégué-e-s la possibilité de discuter de l'évaluation de la situation politico-économique actuelle et d'influencer à un stade précoce l'orientation et les priorités du nouveau concept économique.

Lors de son dernier Congrès, le PS a validé sa position sur la démocratie économique. Le message était clair : le succès et la durabilité du développement économique passent par la cogestion et la participation à tous les niveaux. Toutefois, le papier de position sur la démocratie économique ne répond pas directement à diverses questions pressantes relevant de la politique économique. Par exemple à la question de savoir comment nous devons réagir face aux mutations rapides du marché du travail dues à la numérisation et à l'automatisation. Ou à la question de savoir comment nous nous positionnons par rapport aux accords commerciaux internationaux qui n'offrent pas de protection contre l'exploitation et la privatisation. Ou à la question de savoir comment nous nous opposons par des mesures politiques concrètes à la concentration croissante de la richesse et du pouvoir économique.

Objectif

Économie 4.0 se propose de fournir les principales réponses du PS aux défis majeurs de politique économique des 10 prochaines années. Ces réponses doivent être compréhensibles, applicables et en phase avec les réalités quotidiennes des gens.

Le concept économique du PS Suisse pour les années 2006 à 2015 comptait 166 pages. Il n'est plus à jour dans divers domaines.

Processus

Le projet Économie 4.0 s'inscrit dans la droite ligne des concepts économiques antérieurs, mais il diffère quant à l'élaboration et au résultat. Nous voulons procéder à une priorisation plus marquée : nous voulons mettre en avant les réponses et les demandes les plus importantes, afin d'améliorer la lisibilité de notre politique. L'intention d'Économie 4.0 n'est pas d'expliquer ni de couvrir tous les domaines et secteurs de l'économie, mais de mettre en lumière les évolutions et défis actuels.

Pour cette raison, nous menons le processus en deux phases :

1^{ère} phase: **analyse**

Conception commune de la situation politico-économique actuelle – ainsi que de ses opportunités, de ses risques et de sa pertinence pour la population – et détermination des principaux axes politiques. Le résultat sera soumis à approbation de l'Assemblée des délégué-e-s du 24 février 2018.

2^{ème} phase: **mesures**

Concrétisation des principaux axes politiques par des mesures et exigences concrètes : l'approbation sera effectuée lors du Congrès du 1^{er} décembre 2018.

Récapitulatif

« **Kick-off** » : Le 26 août s'est tenue à Berne une conférence de lancement bilingue avec lieu des présentations intéressantes.

Collecte d'idées Les membres du PS ont été invités à soumettre leurs idées et suggestions. Un résumé de ces idées est disponible sur www.sp-ps.ch/wirtschaftskonzept. Quelque 130 propositions ont été reçues. Certaines d'entre elles sont incluses dans le présent document ; d'autres ont été ou seront encore examinées par les groupes de travail au cours de la deuxième phase.

Groupes de travail

Quatre groupes de travail (GT) ont été mis en place afin d'asseoir l'analyse et les mesures sur une large base, de recueillir des connaissances spécialisées au sein du parti et de donner aux membres la possibilité de participer.

1. **Travail** : Droit du travail, conditions de travail/formation (continue), économie du travail de *care*, équilibre entre vie professionnelle et vie familiale, assurances sociales (direction : Urs Wüthrich)
2. **Justice distributive** : Structure de propriété, fiscalité, service public, droit d'auteur, droit des brevets, marchés financiers (direction : Samuel Bendahan)
3. **Économie globalisée** Commerce, accords bilatéraux/multilatéraux (p. ex. TTIP), commerce extérieur, consommation durable, lien entre commerce et développement (direction : Eric Nussbaumer)
4. **Ressources** Matières premières, climat, croissance, innovation et gestion financière (direction : Barbara Häring)

Thèses et thèmes transversaux

Les thèmes transversaux suivants devaient être traités par tous les groupes de travail : numérisation, genre, démocratie économique, globalisation, égalité des chances, formation/recherche.

Au total, 18 thèses ont été soumises à l'attention des groupes de travail. Celles-ci identifiaient les principaux défis et les principaux axes thématiques et des thèmes transversaux des groupes de travail et provenaient de divers experts du PS.

Les rapports d'analyse des groupes de travail ont été préparés et sont aussi disponibles à l'adresse www.sp-ps.ch/wirtschaftskonzept. Leurs points les plus importants ont été intégrés dans le présent document.

Quelle suite ?

L'Assemblée des délégué-e-s peut exprimer son opinion sur les défis et les axes d'Économie 4.0 au moyen de motions. Le groupe de pilotage inclura ces éléments. Sur cette base, les groupes de travail poursuivront leurs travaux et donneront une forme concrète à certaines demandes et mesures.

Je me réjouis d'ores et déjà d'avoir avec vous une discussion passionnante lors de l'Assemblée des délégués du 24 février 2018 et de poursuivre le développement d'Économie 4.0.

Cordialement,



Beat Jans, conseiller national BS
Chef de projet Économie 4.0

IMPORTANT

Le processus de l'élaboration du concept économique existant a débuté en août 2017 avec une journée "coup d'envoi". Depuis, une analyse ainsi qu'une hiérarchisation des thématiques ont été faites, le tout au moyen d'un processus participatif. Toutes les informations relatives au processus ainsi qu'au contenu seront publiées sous le lien suivant: www.sp-ps.ch/wirtschaftskonzept

Le groupe de coordination tout comme le comité directeur considère comme étant important et instructif au sens d'un « arrêt intermédiaire », d'esquisser au préalable les contours de la situation politico-économique actuelle comme la direction et les axes principaux du nouveau concept économique et ce, en intégrant les délégué-e-s aux discussions. **Attention, ce document provisoire ne sera pas adopté en tant que papier de position officiel du PS.** Il sert de base de discussion pour l'élaboration d'un nouveau concept économique en vue de la discussion et adoption finale à l'occasion du congrès en décembre 2018.

Voilà pourquoi **ce papier provisoire n'est pas soumis à amendements selon la procédure habituelle. Les délégué-e-s auront néanmoins la possibilité de faire part de leurs suggestions** sous la forme de motions pour guider la suite des travaux. Par exemple :

- Quels aspects manquent?
- Faites-vous une analyse différente?
- Les priorités sont-elles bien posées?
- Les risques et opportunités, sont-ils correctement identifiés?

Le dépôt des motions se fait uniquement au moyen du **formulaire** prévu à cet effet : [Motion relative à Economie 4.0](#)

1 Notre économie

Nous sommes la majorité. Nous, les personnes actives, qui travaillons grâce à nos compétences artisanales, intellectuelles, « compassionnelles » ou créatives et qui apportons notre contribution à la bonne marche et au succès de notre société. Nous sommes l'économie. Ceux qui créent la prospérité ne sont pas ceux que l'on appelle les leaders du monde économique et les investisseurs, qui se contentent de faire travailler leur argent. Nous créons la prospérité par notre indispensable contribution. Nous ne cesserons de lutter pour une économie qui nous serve à nous tou-te-s et non pas à celles et ceux qui, avec leur argent, s'arrogent les bénéfices et les bienfaits de l'économie et de la politique.

Pour cela, l'économie doit de nouveau se conformer aux objectifs ancrés dans la Constitution fédérale. Elle doit protéger « la liberté et les droits du peuple », favoriser « la prospérité commune, le développement durable, la cohésion interne et la diversité culturelle du pays », elle doit veiller à « garantir une égalité des chances aussi grande que possible entre les citoyens » et promouvoir « la conservation durable des ressources naturelles » et « l'ordre international juste et pacifique »¹. Nous exigeons une économie génératrice de liberté, de justice et de solidarité.

Nous voulons une économie qui soit au service de la liberté de tou-te-s. La liberté ne se limite pas à réduire la bureaucratie. La liberté n'est pas le droit du plus fort ; la liberté n'a rien à voir avec le démantèlement des services publics. Au contraire. Être libre, c'est avoir la chance de vivre une vie épanouie, de participer à la vie en société et de pouvoir développer ses capacités, sans pauvreté, sans souffrance et sans contraintes existentielles, sans la dictature d'une élite économique. Liberté signifie cogestion et participation. Liberté signifie démocratie à tous les niveaux.

Notre engagement est important, surtout en ces temps troublés où la globalisation et la numérisation changent rapidement la vie des gens et remettent en question des professions entières. Le PS essaie de gérer au mieux le changement. Nous ne voulons pas qu'il soit guidé par la seule concurrence et la seule recherche du profit. Nous voulons de la sécurité, des perspectives et de la cogestion. Nous ne voulons pas être laissés à la merci de contraintes techniques ou financières. Nous voulons jouer notre rôle et nous voulons que l'économie soit au service de tous. De nous tous.

2 Au cours des dix dernières années

Économie 4.0 s'inscrit dans la continuité du concept économique de 2006. Qu'est-ce qui a changé depuis lors ? Où en sommes-nous aujourd'hui ?

2.1 À l'échelle mondiale

L'économie mondiale d'aujourd'hui n'a plus grand-chose à voir avec celle d'il y a 10 ans. Elle a vécu la crise financière de 2008 et, même des années plus tard, elle n'a pas recou-

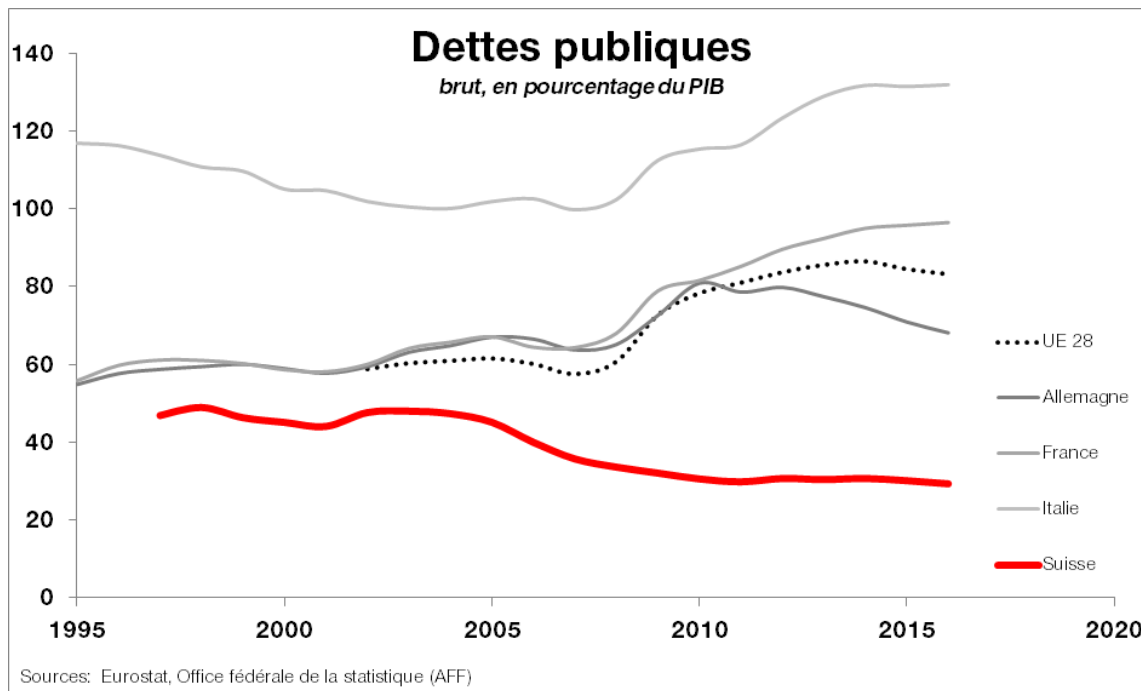
¹ Constitution fédérale : Art. 2, But

vré toutes ses forces. La croissance économique et commerciale reste faible. Les taux d'intérêt sont à un niveau plancher record depuis des années. La stabilité de la zone euro est précaire. On observe déjà des signes de nouvelles crises potentielles sur les marchés financiers. Les théories économiques avec lesquelles l'on expliquait le cours des événements depuis des décennies ont échoué. Les économistes sont déstabilisés. Tout comme les électrices et électeurs de nombreux pays. Ils se sont détournés de leurs modes de pensée traditionnels. Cela est illustré par l'élection de Donald Trump ou le vote anglais en faveur du Brexit. Aujourd'hui, l'économie mondiale est dans un état très instable.

Plusieurs facteurs ont contribué à cette évolution inquiétante. Par exemple : la déréglementation des marchés financiers dans les années 1980 et 1990 et la forte dépendance à l'égard des sources d'énergie fossiles. Mais aussi la concentration de la fortune, de la richesse et du terrain entre les mains d'une minorité aux dépens de la (grande) majorité. Une économie ne peut prospérer à long terme que si chacun profite de la valeur ajoutée dans une mesure égale. A contrario, si les revenus et le pouvoir d'achat des travailleurs – salariés ou indépendants – n'augmentent pas, elle s'effondre.

2.1.1 Une crise financière aux conséquences graves

La crise financière a révélé au grand jour la gravité de la situation de manière éclatante. En 2008, l'économie mondiale a connu l'un des plus grands bouleversements de son histoire. Cela est dû en partie à l'inégalité croissante : plutôt que d'améliorer le revenu de la population active, on a maintenu la demande macroéconomique pendant des années moyennant l'endettement croissant des ménages aux États-Unis et en Europe du Sud. Mais la déréglementation des banques et des marchés financiers est elle aussi responsable de la crise. Conséquence : la formation d'une bulle gigantesque sur le marché hypothécaire américain était dès lors inéluctable. Puis, en 2007, le prix du pétrole a explosé. Les gens avaient soudainement besoin de deux fois plus d'argent pour chauffer leur logement et se rendre au travail. Il ne leur restait plus d'argent pour payer leurs dettes et leurs hypothèques. Le marché immobilier américain s'est effondré. Les prestataires de services financiers du monde entier étaient tellement dépendants les uns des autres et avaient eux-mêmes si peu de fonds propres que l'éclatement de la bulle immobilière américaine a déclenché une avalanche.



Partout dans le monde, des banques interdépendantes se sont retrouvées dans le tourbillon et sont devenues insolvables. De nombreux gouvernements nationaux ont dû intervenir au pied levé pour garantir l'accès au crédit et maintenir le trafic des paiements. Au lieu de payer les dettes des gens, ils payaient les dettes des banques. Cela signifie qu'ils ont souvent accordé des crédits d'urgence ou des capitaux propres « frais » sans contre-prestation. L'endettement des États a fortement augmenté en raison du renflouement des banques et de l'effondrement économique. De nombreux pays ont par la suite été contraints de réduire leurs dépenses. Ils ont réduit les salaires, les pensions et les prestations publiques. Cette politique d'austérité a ainsi affaibli la demande (absolument nécessaire) et exacerbé la crise au lieu de la résoudre. La croissance économique européenne s'est essouffée et la zone euro a menacé de s'effondrer. En conséquence, la demande de francs suisses a augmenté.

La grande majorité de la population a payé le prix fort. Des millions de personnes ont subi des pertes de revenu et ont été acculées au chômage. Depuis lors, les revenus n'ont guère augmenté, les services publics se sont détériorés et ces personnes doivent continuer de supporter le poids de la dette des États. À l'inverse, les banques et les plus riches profitent déjà de la hausse des prix. Les marchés boursiers ont établi de nouveaux records.

Les marchés financiers ont atteint une taille et une complexité opaque alarmantes qui leur permettent d'accroître toujours plus leur pouvoir. Depuis un quart de siècle, le capital est traité de manière préférentielle par rapport au travail et aux salaires. Cette période est marquée par une financiarisation de l'économie («financialization of economy»). Le trafic des paiements dans notre pays s'élevait en 2013 à 200'000 milliards de francs, ce qui équivaut au produit intérieur brut de la Suisse multiplié par 300!1). L'économie financière a atteint une dimension qui n'est plus du tout équivalente avec l'économie réelle.

Les spéculateurs réalisent leurs transactions, dont certaines sont à haut risque, virtuellement et en quelques fractions de seconde. Comme au casino, ils essaient de réaliser un rendement maximum sur les marchés financiers débridés au lieu d'investir dans l'économie réelle. Quand ils se trompent, c'est l'Etat qui doit les sauver. Ainsi, une petite minorité peut imposer ses intérêts à l'ensemble de la collectivité. Les mesures visant à soumettre de nouveau le secteur financier aux besoins de l'économie réelle ne sont toujours pas suffisamment appliquées. Aujourd'hui, le système financier n'est guère plus sûr qu'au moment de la crise financière.

2.1.2 Des taux d'intérêt toujours bas

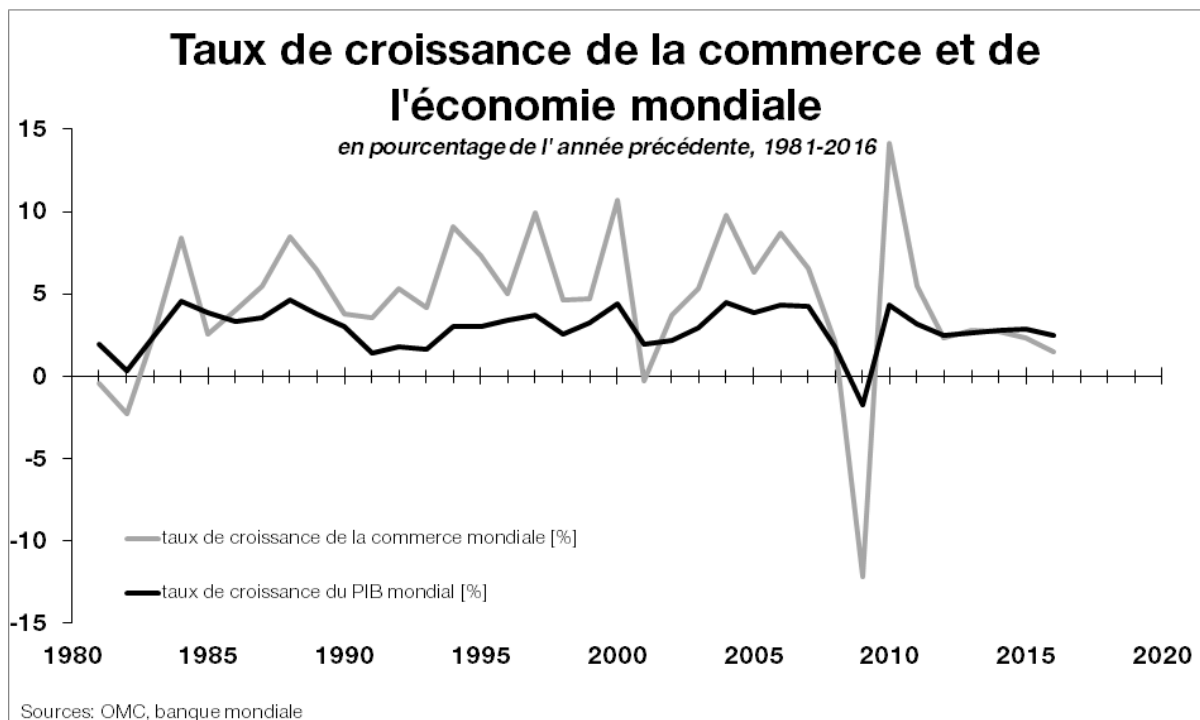
Les banques centrales de nombreux pays ont réagi rapidement à la crise financière. Elles ont fortement abaissé les taux d'intérêt et ont mis en circulation une énorme quantité d'argent. D'une part, elles ont ainsi répondu aux souhaits de leurs gouvernements et rendu la dette publique supplémentaire financièrement viable. D'autre part, elles ont voulu permettre à l'économie privée de générer de nouveaux investissements, de nouveaux produits et de nouveaux services, et donc de créer de nouveaux emplois grâce à de l'argent bon marché. Le succès de cette politique est resté bien en deçà des attentes. Certes, elle a réussi à éviter une crise encore plus grave que celle qui a sévi dans les années 1930. Toutefois, il est apparu plus clairement que jamais que les gouvernements et les banques centrales ne pourront pas stimuler l'économie tant que, parallèlement, les États ne font pas de dépenses et que le revenu des consommateurs stagne. Les grosses sommes d'argent se sont retrouvées principalement dans le porte-monnaie de groupes d'entreprises et d'investisseurs, où elles ont contribué au gonflement du cours des actions. Les taux d'intérêt n'ont jamais été si bas aussi longtemps dans le monde entier qu'au cours des dix dernières années. Si les banques centrales augmentent les taux d'intérêt, elles risquent d'affaiblir encore davantage les États et les ménages très endettés et, par voie de conséquence, la demande. Les taux d'intérêt proches de zéro ou inférieurs (intérêt négatif) constituent un danger. Si une autre crise financière éclate, les banques centrales ne pourront plus réagir par des baisses de taux d'intérêt.

2.1.3 Ralentissement de l'économie mondiale et du commerce

Par rapport à 2006, l'économie mondiale a certes progressé malgré la crise financière, en particulier dans les pays émergents tels que la Chine, l'Inde et le Brésil. Cependant, depuis la crise financière, la croissance du PIB reste très inférieure à la moyenne des années 1980 à 2008². Aux États-Unis et dans la zone euro, elle a fortement baissé. Dans de nombreux pays très développés, elle se situe entre 1 et 2% depuis des années. Particulièrement inquiétant : les investissements privés et publics diminuent, surtout dans les pays riches. Cela affaiblit le potentiel de l'économie à long terme et complique encore la sortie de la « stagnation persistante »³.

² Banque mondiale (janvier 2015) : Global Economic Prospects

³ <http://larrysummers.com/2016/02/17/the-age-of-secular-stagnation/>



La croissance du commerce mondial a ralenti encore plus nettement. Dans les années qui juste avant et juste après le tournant du millénaire (de 1988 à 2007), le taux de croissance annuel du volume des transactions commerciales avoisinait 7%. Depuis lors, celui-ci a augmenté d'environ 3%. Depuis 2014, les quantités commercialisées stagnent. Bien que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'ait pas renforcé la libéralisation du commerce, le commerce interétatique s'est ouvert davantage grâce à des accords bilatéraux. Néanmoins, un nombre beaucoup moins élevé de nouveaux accords de libre-échange ont été signés dans le monde entre 2010 et 2016 qu'entre 2000 et 2010⁴.

2.1.4 La numérisation pénètre l'économie

L'une des évolutions mondiales marquantes de la dernière décennie a aussi été la mise en réseau via internet. Aujourd'hui, environ la moitié de la population mondiale utilise internet. En Suisse, la proportion est passée de moins de 50 à plus de 90% en seulement 10 ans. Cela a profondément changé le monde du travail et la communication. De nouvelles formes d'organisation de la production (économie des plates-formes) sont apparues. Bien que la numérisation et l'automatisation génèrent des gains de productivité dans de nombreuses entreprises, cette évolution n'a pas encore entraîné d'augmentation significative de la productivité globale du travail dans l'économie mondiale⁵. Au contraire, depuis une vingtaine d'années que l'on parle de numérisation, la performance par habitant progresse à un rythme beaucoup plus lent que pendant les années précédentes. Au cours de la dernière décennie, l'augmentation de la productivité du travail a encore diminué. La numérisation, tant vantée, n'a jusqu'à présent eu aucun impact notable sur le taux d'emploi, ni dans le monde ni en Suisse. Mais le nombre de personnes qui, en tant que « crowd workers », effectuent des travaux numériques dans le cadre d'une relation de travail non réglementée

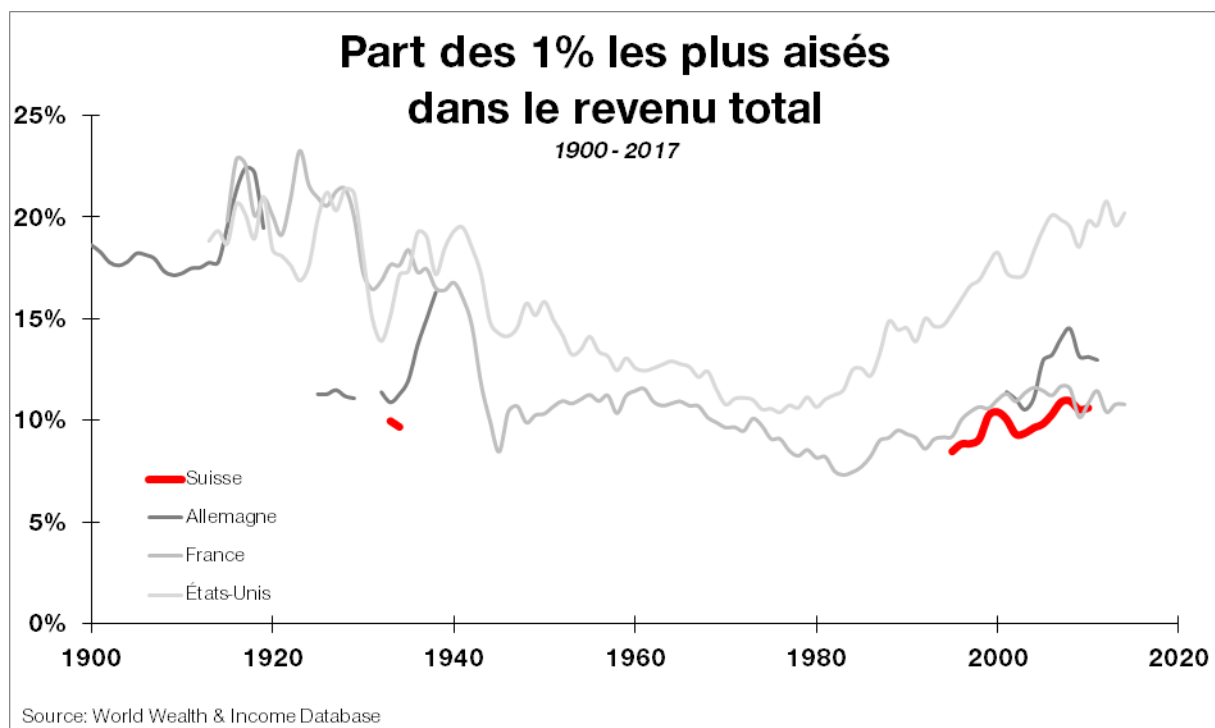
⁴ IWF World Economic Outlook Database. Gross domestic product: constant prices, percent change (market exchange rates). Trade volume of goods and services: percent change. (Consulté le 3 mars 2016)

⁵ Banque des Règlements Internationaux (BRI), Rapport annuel 2016

augmente rapidement. Aujourd'hui en Suisse, 3,5% de la population gagne plus que la moitié de ses revenus de cette façon⁶.

2.1.5 Concentration des revenus et de la richesse

Un bémol : la numérisation a favorisé l'essor fulgurant de grandes entreprises informatiques comme Apple, Alphabet (Google) ou Facebook. Cette percée a notamment accéléré une autre évolution significative : la concentration de la fortune. Les richesses mondiales ont augmenté d'un quart depuis 2007⁷. Cela profite surtout au 1% le plus riche de la population mondiale, qui possède aujourd'hui plus de la moitié de la fortune de tous les ménages. Oxfam soutient même que huit hommes possèdent aujourd'hui davantage que la moitié la plus pauvre de l'humanité. L'écart entre les revenus s'est aussi fortement creusé. Dans de nombreux pays riches, les salariés normaux ont perdu le pouvoir de négociation à cause de l'affaiblissement des syndicats, des privatisations, de la déréglementation des marchés financiers et du travail ainsi que des nouvelles technologies. L'inégalité sociale entre les personnes à très haut revenu et les bas salaires s'est accrue dans le monde. C'est un groupe de chercheurs dirigé par le célèbre économiste français Thomas Piketty qui en est arrivé à cette conclusion. En conséquence, le revenu du 1% le plus riche de la population mondiale a plus que doublé depuis 1980. La classe moyenne, à l'inverse, n'a que très peu bénéficié de cette augmentation des richesses. La principale cause du déséquilibre économique est la répartition inégale des capitaux entre les secteurs public et privé. Depuis 1980, de grandes quantités de biens publics ont été privatisés dans presque tous les pays. Cela réduit la marge de manœuvre des gouvernements pour lutter contre les inégalités⁸.



⁶ FEPS 2017 Work in the European Economy

⁷ Global Wealth Report 2017

⁸ <http://wid.world/world>

Les inégalités sont aujourd'hui si grandes que même le WEF met en garde contre le fait qu'une économie mondiale dans laquelle la majorité de la population participe à peine au progrès économique ne peut pas fonctionner⁹. La concentration est également en croissance parmi les entreprises. Environ 147 entreprises contrôlent la majeure partie de l'économie mondiale¹⁰. La plupart d'entre elles sont actives dans le secteur financier. La proportion des entreprises de matières premières augmente. Ce sont elles qui décident en grande partie où vont les fonds. Selon l'École polytechnique fédérale de Zurich, cette forte concentration du pouvoir est en contradiction avec une conception démocratique de l'État et met en danger la stabilité du système¹¹. Seules dix entreprises contrôlent la quasi-totalité des articles de marque que nous pouvons acheter dans les supermarchés.

Cette concentration des richesses et du pouvoir est notamment favorisée par l'évasion fiscale. Par le biais de stratagèmes compliqués, les riches particuliers et les multinationales soustraient leurs milliards de profits à l'imposition dans le monde entier¹². Avec le projet de l'OCDE baptisé Base Erosion and Profit Shifting (BEPS), les pays riches se sont lancés dans un effort mondial pour lutter contre les transferts de bénéfices et les réductions de profits. Cela comprend également l'échange automatique de renseignements (EAR), qui oblige les banques à déclarer les avoirs de leurs clients aux gouvernements étrangers. La Suisse a rejoint ces pays, mais sans mettre en œuvre l'échange d'informations au niveau national. Il reste à voir si cela permettra de combler les lacunes du système fiscal au niveau mondial et de faire appel à la responsabilité sociale des entreprises par une imposition équitable.

2.1.6 Réchauffement climatique et bulle de carbone

Ces dernières années, la question du climat a elle aussi gagné en importance. Il est aujourd'hui incontestable que la surchauffe climatique est l'une des plus grandes menaces immédiates pesant sur l'humanité et l'économie mondiale¹³. C'est ce que les gouvernements de 195 pays ont souligné lorsqu'ils se sont engagés, en 2015, à rendre leurs pays climatiquement neutres d'ici à 2050 en signant l'Accord de Paris sur le climat. L'augmentation des événements extrêmes, tels que les tempêtes, les inondations et les sécheresses, induit une augmentation croissante des coûts d'infrastructure. Les émissions de gaz à effet de serre restent beaucoup trop élevées. L'une des principales raisons en est qu'une grande partie des flux financiers continue d'aller vers les compagnies énergétiques puissantes, qui veulent constamment accroître leurs réserves de pétrole, de gaz naturel et de charbon et les incinérer. Cette exploitation continue des réserves fossiles a également provoqué l'éclosion d'une nouvelle bulle économique, la bulle du carbone. En effet, les scientifiques insistent sur le fait que seul un tiers des réserves déjà disponibles aujourd'hui peut être brûlé si l'on veut atteindre les objectifs de Paris et éviter un changement climatique incontrôlable.

⁹ World Economic Forum. (2012). Global Risk Report 2012.

¹⁰ The network of global corporate control Oct. 2011

¹¹ <https://www.forschung-und-wissen.de/nachrichten/oekonomie/147-konzerne-kontrollieren-die-gesamte-weltwirtschaft-13371950>

¹² Les Panama Papers et les Paradise Papers (ainsi nommés) ont mis en lumière ces machinations de façon éclatante.

¹³ World Economic Forum (2016). Global Risk Report 2016

2.2 En Suisse

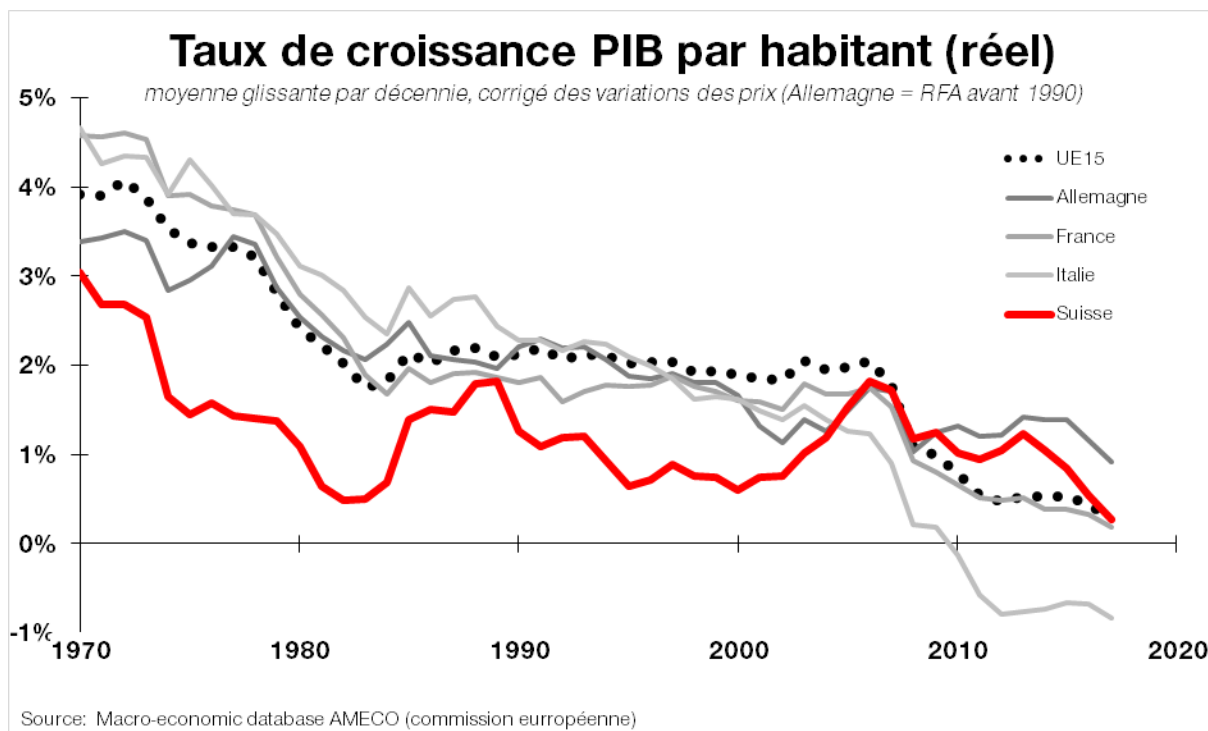
La crise financière a aussi touché la Suisse. La BNS a introduit des taux d'intérêt négatifs pour éviter que le franc ne devienne trop fort. Des taux d'intérêt négatifs entraînent une baisse des revenus, par exemple dans nos fonds de pension. Au cours de la première année qui a suivi la crise financière, non seulement la Suisse a connu une récession, mais aussi les taux d'intérêt négatifs en vigueur depuis lors ont réduit nos pensions de plusieurs points de pourcentage. Le deuxième choc pour l'économie suisse est survenu lorsque la BNS a relevé le taux plancher franc-euro, en janvier 2015. La surévaluation ultérieure du franc a eu un impact négatif sur l'économie réelle suisse. Le nombre d'employés actifs dans une entreprise industrielle suisse moyenne a baissé d'environ 4% au cours des deux années suivantes et les dépenses en matière de recherche et de développement dans les entreprises exportatrices ont chuté de 17%. Les petites et moyennes entreprises ont stoppé ou reporté des projets d'investissement, au détriment de leur compétitivité à long terme. Les grandes entreprises industrielles actives sur le plan international ont partiellement délocalisé leurs activités d'investissement à l'étranger¹⁴.

2.2.1 Peu de progrès sur le marché du travail

Le taux de chômage en Suisse – environ 3,3% – est aujourd'hui identique à celui de 2006, après avoir atteint 3,7% en raison de la crise financière. Depuis 2016, il a recommencé à augmenter légèrement. Il est nettement inférieur à celui des pays limitrophes que sont l'Italie ou la France, mais supérieur à celui des régions allemandes voisines du Bade-Wurtemberg et de la Bavière.

Le nombre de chômeurs en fin de droit a toutefois augmenté. Si l'on ajoute ces personnes au nombre de celles qui sont inscrites au chômage, le taux de chômage est aujourd'hui d'un peu moins de 5%. En particulier, les personnes de plus de 50 ans ont aujourd'hui beaucoup plus de difficultés à trouver un nouvel emploi lorsqu'elles ont été licenciées. Dans le secteur industriel, le nombre de personnes actives a diminué d'environ 8%, tandis que le secteur des services a cru. Sans le secteur des soins de santé et l'industrie pharmaceutique, le produit intérieur brut (PIB) ne connaîtrait pas de croissance, pas plus que sans l'immigration. Le PIB par habitant stagne depuis des années.

¹⁴ <http://dievolkswirtschaft.ch/de/schwerpunkte/schweizer-volkswirtschaft-und-der-harte-franken-11-2017/>



En comparaison internationale, la Suisse a encore de longs horaires de travail, une productivité élevée et un faible taux de chômage. Le nombre moyen d'heures de travail, qui n'avait cessé de diminuer jusqu'aux années 1990, a de nouveau augmenté au cours des 20 dernières années et est avec 42 heures plus élevé que partout ailleurs en Europe.

Le stress au travail a également augmenté. 1,5 million de travailleurs souffrent de stress. Selon le seco, 43% des personnes sondées se plaignent du fait que des horaires de travail éprouvants constituent une cause de stress.¹⁵ En 2000, leur proportion était encore inférieure à 20%. Les burn-out et les autres maladies liées au stress augmentent de façon significative. Les employés stressés deviennent aussi des clients stressés. Le nombre de plaintes déposées par les travailleurs à propos de contacts stressants et contraignants avec la clientèle augmente rapidement. La science constate en outre que le stress en privé augmente lui aussi. Entre autres raisons : l'allongement de la durée des trajets domicile-travail et la difficulté de concilier vie professionnelle et vie familiale.

Le nombre de femmes actives a certes légèrement augmenté, mais elles sont encore et toujours discriminées dans le monde du travail. Elles sont moins bien payées, ont plus de peine à mener une carrière professionnelle et accomplissent, en plus du travail rémunéré, de loin la plus grande partie du travail de *care* non rémunéré. Bien que les faits soient sur la table depuis longtemps, les progrès en matière d'égalité des sexes sont faibles.

2.2.2 L'écart se creuse aussi en Suisse

En Suisse aussi, l'écart salarial et de richesse s'est creusé, même si moins fortement que dans beaucoup d'autres pays. Les salaires des PDG ont augmenté environ dix fois plus vite que les salaires moyens¹⁶. Au cours des dix dernières années, ce sont en particulier les

¹⁵ 27.09.2016 : Der Stress bei der Arbeit nimmt zu (Tages-Anzeiger)

¹⁶ Unia : Étude sur les écarts salariaux

salariés les mieux rémunérés qui ont vu leur salaire augmenter : bien que les conventions collectives de travail, les mesures d'accompagnement et une bonne formation aient permis d'éviter une baisse des bas et moyens salaires, le pouvoir d'achat a néanmoins stagné pour la plupart d'entre eux ou a même diminué, parce que les gains salariaux ont été absorbés par des dépenses plus élevées¹⁷. En particulier, les primes d'assurance maladie et les loyers augmentent beaucoup trop vite. Certes, l'augmentation des primes d'assurance maladie a également des raisons structurelles, parce que la population vieillit et que les méthodes de traitement deviennent de plus en plus coûteuses. Toutefois, le principe anti-social des primes d'assurance par tête entraîne une charge de plus en plus lourde pour les bas et moyens revenus.

Via les loyers excessivement élevés, ce sont environ 15 milliards qui sont redistribués chaque année par les locataires aux propriétaires¹⁸. Cet argent fait défaut aux ménages et affaiblit la consommation intérieure, qui représente environ 60% de notre PIB. Le nombre de *working poor* (travailleurs pauvres) a continué d'augmenter. Aujourd'hui, plus de 145'000 travailleurs ne peuvent plus vivre de leur salaire et dépendent de prestations sociales supplémentaires. Les femmes vivant seules sont particulièrement touchées¹⁹. Environ un demi-million de personnes ne vivent que de l'assurance vieillesse et survivants (AVS), qui ne suffit pas pour vivre aujourd'hui.

2.2.3 Des taux de migration toujours élevés

Au cours des 10 dernières années, le nombre des travailleurs immigrés dépasse de 50'000 à 100'000 personnes le nombre des travailleurs émigrés. Cela a été un facteur de croissance important.²⁰ Il a amené en Suisse les travailleurs qualifiés dont le pays a besoin, mais qu'il forme en nombre insuffisant. Les mesures d'accompagnement ont permis d'éviter une baisse des salaires à grande échelle en raison de l'offre accrue de main-d'œuvre. On observe malgré tous des cas de dumping salarial dans certains secteurs comme la construction, mais aussi dans le commerce de détail et dans le secteur industriel. Le 9 février 2014, une courte majorité de la population votante a adopté l'initiative populaire « Contre l'immigration de masse », décidant ainsi de limiter l'immigration des étrangers. En appliquant la « préférence nationale light » dans les secteurs où le taux de chômage est supérieur à la moyenne, on a trouvé une mise en œuvre favorable aux travailleurs qui ne met pas en danger les relations vitales de la Suisse avec l'UE. Environ un tiers des immigrants sont des réfugiés. Leur part a de nouveau augmenté au cours de ces dernières années et il se situe presque au même niveau que dans les années 1990. Cela s'explique par la multiplication des guerres dans le monde entier. Une petite – en comparaison internationale – partie de ces réfugiés se retrouve en Suisse. Ils viennent principalement d'Érythrée, de Syrie et d'Afghanistan. Jusqu'à présent, il n'a guère été possible d'intégrer

¹⁷ Rapport 2016 de l'USS sur la répartition des salaires, des revenus et de la fortune en Suisse, http://www.uss.ch/fileadmin/user_upload/117f_DL-KS-DG_Rapport-repartition_2016-internet.pdf

¹⁸ Selon les calculs de la banque Raiffeisen, les loyers de stock devraient être 40% moins chers à cause de la baisse des taux de référence depuis le début des années 1990. Source: <https://www.raiffeisen.ch/content/dam/www/rch/pdf/publikationen/wohnimmobilien-schweiz/de/2017/Wohnimmobilien-Schweiz-1Q17.pdf>

¹⁹ Office fédéral de la statistique, mai 2017

²⁰ <https://www.degruyter.com/view/j/roe.2016.67.issue-1/roe-2015-1005/roe-2015-1005.xml>

ces réfugiés dans le monde du travail. Cela est également lié à la situation juridique actuelle, qui empêche de nombreuses personnes d'avoir accès à des rapports de travail réguliers.

3 Les grandes controverses de notre temps

L'évolution de la situation économique mondiale a déclenché ou intensifié d'importants débats. Le PS doit clarifier comment il se positionne à leur égard. Ces débats portent avant tout sur l'évaluation et les conséquences de la numérisation, de la globalisation et de la croissance. Nous nous proposons d'exposer notre position à ce sujet dans le présent chapitre.

3.1 Numérisation – pour bien « gérer » le progrès

La numérisation est synonyme de progrès technique et d'automatisation, deux phénomènes marquants du 21^e siècle. La transmission électronique des données modifie du tout au tous les processus de communication et de travail. L'économie des plates-formes en tant que nouvelle forme d'organisation économique va continuer de se développer et de se répandre. En Suisse, la vitesse d'internet et des téléphones portables sera démultipliée aux alentours de 2020 avec la 5G. Cela accélérera encore le changement, en particulier parce que la communication entre les objets équipés de capteurs (*internet des objets*) va augmenter. Dans cette évolution, le PS voit des chances et des risques.

3.1.1 Chances

Ceux qui ont les connaissances nécessaires et un ordinateur équipé d'une connexion internet peuvent rendre leurs services et idées accessibles à beaucoup de gens à peu de frais²¹. L'échange rapide d'informations permet de mieux prendre en compte les souhaits des clients, de mieux adapter la production à la demande, d'optimiser les processus, d'éviter les itinéraires de transport et de travail, d'optimiser l'utilisation des infrastructures et de réaliser des économies d'énergie et de ressources. Grâce aux applications numériques, de plus en plus de gens renoncent à la propriété : quiconque ne possède pas d'objets tels que voitures, machines, outils, livres ou supports musicaux peut simplement les louer ou les partager avec d'autres par l'intermédiaire de fournisseurs de services numériques (*sharing economy*).

Internet améliore également l'accès au savoir et à la formation. Il aide les gens du monde entier à se connecter les uns avec les autres et à s'investir en société (démocratisation). La numérisation permet d'aménager des places de travail plus mobiles et des horaires de travail plus flexibles. Tout cela peut nous faciliter la vie et l'enrichir. Pour l'économie suisse, la numérisation offre des chances de survivre à la concurrence internationale par une bonne formation (initiale ou continue) de sa main-d'œuvre.

²¹ Jeremy Rifkin (2014): Die Null-Grenzkosten-Gesellschaft

3.1.2 Risques

Il n'est pas certain que la numérisation détruira complètement les emplois. Il est clair qu'elle conduit à une métamorphose rapide, toujours plus rapide, des formateurs professionnels. Sur la base des expériences faites à ce jour, on pense que le nombre des emplois requérant des profils hautement qualifiés va augmenter, que le besoin de travailleurs moyennement qualifiés (bureau, commerce, ventes) va diminuer et que le besoin de personnes peu qualifiées va stagner d'ici à quelques années. Dans le monde entier, les femmes figurent parmi les perdantes sur le marché du travail²². Bien que les actrices et acteurs des professions infirmières soient moins susceptibles d'être remplacé-e-s par des machines, de nombreux autres travaux effectués dans le commerce de détail ou le back-office, dont la plupart le sont par des femmes, seront automatisés. En outre, de nombreuses femmes n'ont jusqu'à présent que rarement pu suivre des formations continues en raison du congé de maternité.

La numérisation dégrade les conditions de travail de beaucoup d'entre nous. Le nombre des « crowd workers » (ainsi nommés) qui exécutent des travaux numériques dans le cadre d'une relation de travail non réglementée augmente rapidement (voir également le chapitre 2.1). Ils ne bénéficient pour ainsi dire d'aucune protection juridique. Depuis de nombreuses années déjà, les services sont externalisés à grande échelle vers des pays à bas salaires ou vers des fournisseurs qui cassent les prix. Aucune inversion de cette tendance ne se profile. Celle-ci est même renforcée par de meilleurs réseaux de communication. Les définitions, démarcations et règles ayant traditionnellement cours en matière de droit du travail et de partenariat social deviennent rapidement floues. La ligne de séparation entre le travail et les loisirs est également de moins en moins nette. L'atteignabilité augmente. Tout cela peut accroître le stress au travail. Et, sur le plan politique, on utilise abusivement cette situation pour réduire encore davantage les droits des travailleurs.

Les risques incluent également les changements sociaux. Internet et les médias sociaux favorisent l'isolement social, la propagation du manque de respect, de la haine et des contrevérités (*fake news*) ainsi que les atteintes à la sphère privée. Les artistes sont plus susceptibles d'être privés de leurs droits d'auteur, la redistribution gratuite de leurs œuvres étant facilitée.

Enfin, en dépit de son potentiel démocratisateur, la numérisation a jusqu'à présent contribué, à l'échelle globale, à la concentration des richesses et a créé de grands groupes dominant le marché et jouissant d'une position de monopole qui peuvent manipuler leurs véritables bénéfices, notamment grâce à des flux financiers opaques, pour les cacher aux autorités fiscales. La dépendance croissante de l'économie à l'égard de la transmission de données l'expose à de nouveaux risques élevés en cas de panne de courant ou de cyberattaques.

²² WEF (2016): The Industry Gender Gap

3.1.3 Notre position à l'égard de la numérisation

La numérisation en soi n'est ni bonne ni mauvaise. Elle progresse sur sa lancée, c'est tout. La formation et la recherche étant nos ressources les plus importantes, nous voulons nous assurer que la Suisse dispose d'une bonne infrastructure numérique et d'une grande richesse de connaissances. Nous devons permettre aux gens de s'adapter au changement et le façonner. Cependant, la numérisation ne servira les intérêts de la majorité que si les gains de productivité profitent davantage à chacun que c'est le cas aujourd'hui, si les règles du travail et de la cohabitation ne sont pas remises en cause et, surtout, si chacun se voit offrir la possibilité de maîtriser et de « co-façonner » les nouvelles technologies dans son métier. Cela nécessite des syndicats forts, des droits des travailleurs élargis et la promotion d'innovations qui renforcent la majorité plutôt qu'elles ne l'affaiblissent.

3.2 La globalisation – des biens et de la justice

On peut parler de globalisation à partir du moment où les échanges internationaux de biens, de services et d'argent se multiplient et où les travailleurs et leurs habitudes culturelles migrent à l'étranger. La production de biens et de services les suit en empruntant la même route. La rapidité de cette globalisation ne dépend de loin pas uniquement du progrès technique, bien que celui-ci soit important. Ainsi, la baisse des coûts du carburant, le développement rapide de la logistique des transports avec les transports aériens, les conteneurs et les énormes cargos ou l'internet illimité ont certainement contribué à cette évolution. Les moteurs de la globalisation incluent toutefois également les décisions politiques. L'accentuation considérable de la globalisation au cours du siècle dernier allait très largement de pair avec la déréglementation des mouvements mondiaux de capitaux. Ceux qui ont de l'argent peuvent aujourd'hui l'investir presque sans restriction dans le pays ou l'entreprise qui leur promet le meilleur retour sur investissement. Par conséquent, les sites de production sont délocalisés vers des pays lointains et les gens se déplacent vers des endroits où des emplois sont créés. Les politiciens du siècle dernier ont supposé qu'il serait préférable pour tous les pays que le libre-échange soit autorisé. Si les marchandises sont fabriquées là où elles peuvent être produites au moindre coût possible, cela profite en principe à tout le monde. En conséquence, les droits de douane et autres barrières commerciales ont été abolis dans le monde entier. Cela a été réalisé au moyen d'accords commerciaux qui concernent tous les pays (multilatéraux, par exemple dans le cadre de l'OMC), quelques pays (plurilatéraux) ou seulement deux pays (bilatéraux). Ces contrats interdisent également aux pays de renforcer leur propre production par rapport à la concurrence internationale au moyen de subventions. Toujours plus importante pour la mobilité du travail et des marchandises est ce que l'on appelle la concurrence internationale entre places économiques. De nombreux pays procèdent de façon toujours plus agressive pour attirer les entreprises. Ils le font en réduisant l'impôt sur les sociétés ou en affaiblissant le droit du travail.

D'un point de vue économique, la globalisation profite à la Suisse. Les revenus qu'elle tire des marchandises qu'elle exporte sont supérieurs à ce qu'elle paie pour les marchandises

importées. Elle a donc une balance commerciale positive. Celle-ci a presque triplé au cours des dix dernières années, pour atteindre un peu moins de 40 milliards. Cette forte croissance concerne presque exclusivement l'industrie pharmaceutique²³. Sans celle-ci, la Suisse afficherait depuis des années un déficit commercial. La Suisse est l'un des pays où la part du commerce extérieur dans le produit intérieur brut (PIB) est la plus élevée. Les principaux partenaires commerciaux des échanges internationaux de marchandises sont les pays industrialisés, l'UE jouant ici un rôle particulièrement important²⁴.

Dans le cadre de l'OMC, le Conseil fédéral a toujours prôné la libéralisation du commerce mondial. Parallèlement, la Suisse a poursuivi l'élargissement de son réseau d'accords de libre-échange (ALE). Dans le même temps, le Conseil fédéral a également contribué à l'élaboration de l'Agenda 2030 pour le développement durable, approuvé par l'ONU, qui vise à promouvoir le développement durable et à lutter contre la pauvreté dans tous les pays²⁵. La globalisation est aussi porteuse de chances et de risques.

3.2.1 Chances

Le commerce relie les pays les uns aux autres et rapproche les cultures. Les peuples qui échangent des marchandises travaillent en bonne intelligence et évitent les conflits. Ainsi, le libre-échange peut promouvoir la paix. Le commerce mondial contribue également à la prospérité. Il entraîne une baisse des prix. Aujourd'hui, les appareils électriques ou les denrées alimentaires, mais aussi des moyens de production tels que les panneaux photovoltaïques, sont beaucoup moins chers qu'il y a encore quelques décennies. Les consommateurs du monde entier ont bénéficié de cette tendance. La croissance économique liée au commerce, en particulier dans les pays émergents, a amélioré le pouvoir d'achat dans ces pays. Cela a probablement contribué au déclin de la mortalité infantile et à l'amélioration des soins de santé et du niveau de formation. La prospérité croissante des pays émergents a ralenti la croissance démographique. Il est aujourd'hui imaginable que le seuil des 9 milliards d'habitants ne soit pas dépassé. On a commencé à prendre conscience avec plus d'acuité du fait que les questions globales importantes, comme la protection du climat, la protection des travailleurs, l'imposition équitable ou la lutte contre le terrorisme, ne pouvaient trouver une solution qu'au niveau international.

Parmi les gagnants figurent toutefois aussi les groupes d'entreprises mondiaux et les investisseurs (capital). Ils peuvent augmenter leurs profits par la délocalisation. Cela profite également aux personnes actives que nous sommes. En effet, les fonds de nos caisses de pension sont investis en grande partie dans des groupes de sociétés mondiaux.

3.2.2 Risques

Une partie des travailleurs et des PME font partie des perdants de la globalisation. Lorsque les groupes d'entreprises délocalisent leur production, les circuits locaux de marchandises sont détruits. Alors que de nouvelles chances s'ouvrent à certains, d'autres se retrouvent sans revenus. Leur État doit les prendre en charge financièrement et perd donc également de l'argent. Dans de nombreux endroits, la pression sur les salaires augmente et les condi-

²³ <https://www.fuw.ch/article/was-waere-die-schweiz-ohne-pharmaindustrie/>

²⁴ Administration fédérale des douanes 2017 : Statistique du commerce extérieur de la Suisse 2016

²⁵ Rapport du Conseil fédéral sur la politique économique extérieure 2015 du 13 janvier 2016

tions de travail se détériorent. Le stress sur le lieu de travail augmente. Les droits humains sont régulièrement bafoués, en particulier dans les pays pauvres. Et des sites de production inhumains sont mis en exploitation. Là encore, les femmes sont particulièrement touchées.

Parmi les perdants figure aussi la démocratie. Partout dans le monde, on tente d'introduire dans la concurrence mondiale des secteurs de l'économie qui étaient contrôlés très démocratiquement. Cela est valable, par exemple, pour les secteurs de l'approvisionnement énergétique et des soins de santé ou pour les établissements d'enseignement. Ces domaines étaient autrefois considérés comme importants pour l'indépendance des États. Aujourd'hui, ils sont soustraits à l'influence démocratique, ou bien ils passent en mains de d'entreprises privées. Les bénéficiaires, qui sont aussi souvent transférés dans les paradis fiscaux en franchise d'impôt, passent ainsi de la majorité de la population à une minorité d'investisseurs et d'actionnaires de groupes d'entreprises toujours plus importants.

Il y a encore une autre raison pour laquelle la démocratie est perdante : plus on conclut d'accords commerciaux multi- ou bilatéraux, plus la souveraineté des États nations s'affaiblit. Les possibilités de conception et d'organisation démocratiques s'amenuisent. Les électeurs perdent du pouvoir. Les gouvernements des États et les institutions multinationales, mais aussi et surtout les entreprises actives à l'échelle mondiale, en gagnent. Cela entraîne un changement dans la jurisprudence : les grands groupes d'entreprises ont la possibilité d'intenter une action en justice contre les organes de protection de l'environnement et des droits de l'homme si l'action de ceux-ci réduit leurs profits.

Et, enfin, l'environnement est perdant. Les groupes d'entreprises ne paient toujours rien pour les dommages qu'ils causent au climat ou à la nature. Par rapport à leur immense richesse et à leur gigantesque pouvoir, ils n'assument, proportionnellement, que rarement une responsabilité écologique. Le sauvetage du climat et de la nature doit donc être pris en charge par des États qui s'endettent de plus en plus. Cela coûte cher. Ils reçoivent de moins en moins d'argent des sociétés multinationales pour cela, parce que l'impôt sur les sociétés diminue partout dans le monde ou qu'elles s'y soustraient. Il manque des conditions-cadres mondiales contraignantes et une application de normes minimales en matière de protection de l'environnement et des droits humains.

3.2.3 Notre position à l'égard de la globalisation

Pour une économie ouverte comme celle de la Suisse et un monde solidaire en réseau, la globalisation est une évolution qui peut accroître la prospérité de tous les peuples et promouvoir la paix. Mais le libre-échange sans la protection des travailleurs et de la nature fait trop de perdants. Il nuit à notre société. Le libre-échange doit être compatible avec les droits humains, les exigences sociales et environnementales ainsi que la démocratie. Cela nécessite un changement de cap. Le protectionnisme n'est pas une perspective envisageable. L'alternative positive réside dans un commerce international équitable. Le PS appelle de ses vœux la démocratie au lieu du repli sur soi (voir aussi le chapitre 5.3)

3.3 Allier croissance et protection du climat

La croissance économique est généralement comprise comme la variation du produit intérieur brut²⁶. Plus sa croissance est rapide, mieux un pays se porte – selon l’opinion courante, qui apparaît également dans des concepts économiques antérieurs du PS. Mais cela est trompeur. D’une part, le PIB ne dit rien sur la répartition des fruits de la croissance. D’autre part, le produit intérieur brut augmente également lorsque les catastrophes naturelles rendent nécessaires des réparations et des services d’urgence, ou lorsque la nature est détruite et que le climat se réchauffe ou est surchauffé. Il va sans dire que cela n’entraîne aucune augmentation durable de la prospérité. Certains pays et certains États américains utilisent donc d’autres indicateurs, tels que l’emploi, la santé, le niveau de formation, la dégradation de l’environnement ou le respect du climat (efficacité carbone), pour mesurer le développement économique. Une discussion sur les méfaits et les bienfaits de la croissance économique n’aura de sens que lorsque l’on se mettra d’accord sur ce qui doit croître et sur ce qui doit être privilégié ou relégué au second plan à l’avenir.

3.3.1 Chances

L’abandon de la croissance économique est cependant très problématique. Parce qu’elle nous permet de goûter à la richesse et de réaliser des gains de productivité et qu’elle contribue à la sauvegarde du bien-être social. Lorsque la productivité augmente, nous pouvons atteindre le même niveau de prospérité avec moins de travail. Notre système économique repose sur le fait que le capital investi permet d’obtenir un rendement. Notre prévoyance professionnelle (2^e pilier) repose lui aussi sur ce principe. Idéalement, le rendement peut être réparti entre tous et générer une demande de croissance supplémentaire. Il peut également être mis à profit pour résoudre les problèmes environnementaux et mettre en place une infrastructure respectueuse du climat et des ressources. Grâce à des mesures d’économie d’énergie dans la construction de bâtiments et la production d’énergies renouvelables, la Suisse a ainsi enregistré une croissance de l’emploi plus forte dans le secteur de l’environnement que dans l’ensemble de l’économie²⁷. Si cette spirale ascendante est brisée, il y a un risque qu’elle débouche sur une spirale descendante, que la demande baisse et que des emplois soient perdus. Plusieurs pays européens ont connu une telle spirale descendante douloureuse après la crise financière.

Mettre fin à la croissance économique est un risque social difficilement justifiable. Et la poursuivre, c’est dépasser les limites écologiques de la planète. On parle du dilemme global de la croissance.

Pour sortir de ce piège, la solution consiste à dissocier la croissance économique de la consommation de carbone et de ressources. À ce jour, cette dissociation se produit toutefois beaucoup trop lentement. Et plus lentement en Suisse que dans bon nombre d’autres

²⁶ Le produit intérieur brut (PIB) indique la valeur totale de tous les biens – c’est-à-dire des marchandises et des services – qui ont été produits en tant que produits finaux à l’intérieur des frontières nationales d’une économie (nationale) pendant un an, après déduction de toute la consommation intermédiaire.

²⁷ OFS 2017 : L’environnement, un secteur d’activité économique plus dynamique que l’économie dans son ensemble

pays industrialisés. À l'échelle globale, elle est difficilement mesurable. Ces dernières années, les gains de productivité dans les pays développés ont été compensés par des pertes de productivité dans les pays émergents et les pays en voie de développement. Si l'on veut éviter que le taux de croissance actuel ne fasse grimper le réchauffement climatique à plus de deux degrés, l'efficacité carbone, c'est-à-dire les émissions de CO₂ par dollar de production économique, devrait augmenter rapidement²⁸. Parce que cela semble extrêmement difficile, la demande de suffisance, c'est-à-dire l'art du moindre, augmente également dans nos rangs.

3.3.2 Risques

Les experts s'interrogent eux aussi de plus en plus souvent sur la relation entre croissance économique traditionnelle et accroissement de la prospérité. En particulier dans les économies très développées, la croissance du PIB n'est plus nécessairement suivie d'une amélioration du bien-être des personnes, de leur santé, de leurs loisirs ou de leur niveau d'éducation. Et il est de plus en plus évident que la recherche d'un gain économique « illimité », d'une consommation accrue et de la possession de biens plus nombreux est à l'origine d'un problème menaçant : elle détruit les écosystèmes dont dépend notre survie. Dans les pays industrialisés occidentaux, la consommation de ressources par habitant est de toute façon nettement trop élevée par rapport à la capacité de régénération de la nature. Elle doit baisser de toute urgence.

3.3.3 Notre position à l'égard de la croissance

Le PS veut contribuer à surmonter le dilemme de la croissance et poursuit donc une double stratégie. Nous exigeons plus de croissance durable. D'une part, il faut intensifier rapidement les efforts visant à dissocier la performance économique de la consommation de ressources par la recherche et des investissements ciblés dans l'économie circulaire, l'efficacité dans l'utilisation des ressources, la systématisation des réparations et les énergies renouvelables. D'autre part, le PS veut également contribuer dans une perspective à long terme à l'avènement d'un changement de valeurs qui nous libère de la focalisation sur la croissance matérielle et de la dépendance à l'égard des rendements élevés. Les approches allant dans cette direction peuvent être les suivantes : que les gains de productivité, pour les hauts revenus, ne soient pas répercutés sous la forme d'augmentations salariales, mais plutôt sous la forme d'une réduction du temps de travail, ou que la prévoyance professionnelle passe du principe du dépôt au principe de la répartition. Cela constitue une autre raison pour laquelle nous demandons un renforcement de l'AVS.

Le capital naturel (la consommation de carbone et d'autres ressources naturelles) doit à l'avenir figurer dans la comptabilité économique (nationale). Unique grandeur de mesure de la croissance économique, le PIB doit être complété par des indicateurs plus différenciés qui prennent mieux en compte le gain de prospérité et de bonheur de la population.

²⁸ Tim Jackson 2017 : Prospérité sans croissance. La mise à jour

4 Axes politiques

Nous vivons une époque agitée. Ce qui par le passé semblait « acquis » une fois pour toutes est en train de se dissoudre, de devenir incontrôlable. Même les éléments réputés intangibles ou immuables, comme le climat ou la croissance économique, sont menacés. La globalisation et le progrès technologique imprègnent notre quotidien et accélèrent le changement. Cela nous apporte du confort, mais aussi plus d'incertitude. Mon travail, qui semblait sûr, est soudainement remis en question. La numérisation rend-elle mes compétences superflues ? Compte tenu de la surévaluation de notre monnaie et des bas salaires pratiqués à l'étranger, les PME exportatrices et les entreprises industrielles ont-elles encore un avenir ? Les entreprises qui menacent de partir si nous ne répondons pas à leur demande de réduire toujours davantage l'imposition des entreprises mettront-elles leurs menaces à exécution ?

De nombreuses personnes, en Suisse, se portent bien sur le plan économique. Mais le stress augmente. L'atteignabilité permanente, le manque de possibilité de planifier les interventions dans le cadre du travail, l'allongement des horaires, le travail de nuit, le travail du dimanche et le travail temporaire, l'accroissement du rythme de travail, le mauvais équilibre entre travail professionnel et travail de prise en charge et le manque de reconnaissance ont pour conséquence que beaucoup d'entre nous atteignent leurs limites et tombent malades. Les travailleurs d'un certain âge, en particulier, ont de plus en plus peur du déclassement social lorsqu'ils perdent leur emploi. Et les salaires ne compensent pas cela. La hausse modeste des salaires s'érode immédiatement en raison de la hausse des loyers et des primes d'assurance maladie et à cause du renchérissement artificiel des produits importés. La plupart d'entre nous ne voient absolument pas la couleur de la prospérité, encore et toujours croissante.

Parallèlement, le filet de sécurité sociale se crible de toujours plus de trous. Les partis bourgeois s'attaquent aux piliers de la sécurité sociale. Dans tout le pays, ils s'en prennent aux réductions de primes et diminuent les prestations complémentaires ou les rentes – sans lesquelles toujours plus de gens ne peuvent plus vivre. Cela nous met en colère, parce que, dans le même temps, les gains boursiers augmentent. Les salaires pratiqués dans les sphères dirigeantes et les profits des grands investisseurs n'ont jamais été aussi élevés. Plus nous faisons de choses ensemble, plus les bénéfices qui en découlent atterrissent dans les poches de ceux qui se contentent de faire travailler leur argent. Il faut que cela change. Les vieilles recettes, toujours pareilles – davantage de marché, davantage de profit à court terme, davantage d'intérêt personnel –, n'apportent aucun progrès et sont manifestement tombées en obsolescence. Nous rejetons également la tendance croissante au repli sur soi. La fièvre nationaliste et les slogans partiellement racistes de la droite conservatrice engendrent la haine, les conflits et la perte de prospérité. Ils ne résolvent aucun de nos problèmes. Bien au contraire.

Le sentiment d'impuissance grandit également. Dans l'entreprise, nous avons rarement notre mot à dire.

Notre influence diminue également en politique. Alors que ceux qui ont de grandes fortunes ne connaissent guère de barrières, nos droits démocratiques sont limités à notre pays. Les partis qui s'engagent en faveur des riches profitent habilement de cette situation. Ils montent les États les uns contre les autres et nous vendent le démantèlement des droits du travail comme une nécessité économique.

Nous nous opposons à cela. Le PS n'admet pas que nous, les personnes actives, devenions des pions et que les institutions démocratiques de la Confédération, des cantons et des communes soient affaiblies en tant que plates-formes communes dans lesquelles le développement de notre société est déterminé et négocié en commun.

C'est pour ces raisons que nous soutenons :

- a) **Des investissements** pour et dans l'avenir. Nous devons tous être en mesure ou être mis en capacité d'aider à façonner le changement en cours, et la Suisse doit être bien positionnée pour les années à venir.
- b) **Des règles équitables**, afin que chacun puisse bénéficier d'une partie de la valeur ajoutée.
- c) **La cogestion** plutôt que le repli. En effet, c'est la seule manière de faire en sorte que la globalisation profite à chacun.

4.a Investissements

Pour des conditions de travail correctes, un fort pouvoir d'achat et des infrastructures modernes

La politique économique doit avoir un pouvoir organisateur. Elle doit garantir que l'énorme potentiel disponible dans notre pays pour l'avènement d'une économie durable est libéré et peut être utilisé pour le bien commun. Le potentiel réside dans les personnes qui, bien trop souvent, ne peuvent pas exploiter leurs pleines capacités, s'investir ou mener une vie libre et autodéterminée. Mais le potentiel réside aussi dans les grandes réalisations techniques, notamment celles d'une économie numérique fondée sur l'approvisionnement en énergie renouvelable. On observe des progrès énormes dans ce domaine. Les solutions techniques aux défis de demain sont prêtes. Nous nous engageons pour que ce potentiel soit libéré et qu'advienne une économie durable au service de tous, y compris des générations futures. La restructuration de l'économie doit s'accompagner d'un changement de valeurs au niveau tant individuel que social. Pour que notre économie puisse rester forte à l'échelle nationale tout en se développant sur un mode durable à l'échelle mondiale, nous avons besoin d'une nouvelle politique économique à tous les niveaux.

1. Développer la formation initiale et la formation continue

Pour que nous puissions tous influencer sur la rapide mutation en cours et continuer d'apporter une contribution significative et efficace à l'économie, la Suisse doit investir davantage dans les compétences de ses forces de travail. Les efforts de la Confédération, des cantons et des entreprises doivent être considérablement intensifiés.

2. Créer des conditions de travail motivantes, réduire le temps de travail

Nous voulons que chacun puisse s'impliquer dans la mesure de ses possibilités et travailler dans de bonnes conditions. Pour nous, la meilleure façon d'y parvenir est de bénéficier de conditions de travail saines et d'avoir suffisamment de temps pour nos enfants, nos relations, nos vacances, nos loisirs et le bénévolat. C'est pourquoi nous préconisons des horaires de travail plus courts – ou du moins pas plus longs –, une rémunération équitable des heures supplémentaires et davantage de possibilités de travailler à temps partiel. Cela permet notamment de répartir plus équitablement les tâches ménagères et le travail de prise en charge. Si le travail est réparti entre un plus grand nombre de personnes, nous aurons une main-d'œuvre plus motivée et un plus grand nombre de demandeurs d'emploi trouveront de l'embauche. Les salaires des femmes doivent enfin être augmentés et atteindre le niveau de celui des hommes. Enfin, un environnement de travail motivant implique aussi que les gens soient traités sur un pied d'égalité dans les exploitations et les entreprises et que l'on consulte les salariés au moment de prendre les décisions qui les concernent.

3. Renforcer le pouvoir d'achat

60% de la production économique suisse est générée par la demande intérieure. Pour cette raison, le monde politique doit faire en sorte que les loyers, les primes d'assurance maladie et les importations soient abordables. Les profits provenant du rezonage et de la reconversion foncière doivent être mis à disposition de la collectivité. L'importation de sources d'énergie fossiles et nucléaires à hauteur de 10 à 13 milliards de francs suisses par an doit être massivement réduite au profit de sources d'énergie renouvelables locales. Il faut renforcer les circuits économiques locaux et régionaux en tenant compte de leur empreinte écologique, afin qu'il reste le plus d'argent possible dans le pays et qu'il n'y ait pas de flux d'argent vers les groupes d'entreprises étrangers. Cela profitera en particulier aux PME, qui produisent presque exclusivement pour le marché intérieur.

4. Investir dans la recherche et le développement

Le libre accès aux résultats de la recherche est un facteur crucial dans une économie portée par l'innovation. Cela nécessite des investissements publics nettement plus importants dans la recherche publique. Les résultats de la recherche doivent être accessibles à tous et servir l'intérêt public. Les pouvoirs publics pourront avoir des participations dans des entreprises qu'ils ont massivement soutenues.

5. Développer des infrastructures durables et numériques

L'économie de demain reposera davantage sur les technologies numériques et renouvelables. Pour que la Suisse soit prête, les infrastructures prometteuses et porteuses d'avenir doivent être développées beaucoup plus rapidement. Il s'agit notamment des réseaux numériques, de la production, de la gestion et du stockage de l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables et des transports publics. Les réseaux de communication, l'approvisionnement énergétique et les transports publics doivent être accessibles à l'ensemble de la population. Le contrôle politique de nos infrastructures doit être assuré et

l'influence des monopoles mondiaux sur l'infrastructure du réseau et les offres doit être limitée.

6. Offrir des structures d'encadrement

Le travail de *care* désigne toutes les formes de travail de soins rémunéré et non rémunéré dans les domaines de la garde d'enfants, des soins aux personnes âgées, des soins infirmiers et des travaux ménagers. Sans ce travail, notre société ne fonctionnerait pas. La plus grande partie, non rémunérée, du travail de *care* n'est aujourd'hui pas suffisamment rémunérée et limite l'activité professionnelle, en particulier celle des femmes. Le travail de *care* doit être mieux rémunéré et valorisé. En plus, les conditions de travail assimilables à de l'exploitation doivent être combattues. Si l'on veut atteindre ces objectifs, les fonds publics doivent être utilisés de telle manière que toutes les couches de la population aient accès aux soins et à la prise en charge. Les infrastructures sociales, telles que les offres de prise en charge publiques et abordables qui existent dans tout le pays, doivent améliorer les possibilités professionnelles.

7. Des institutions financières stables pour une économie durable

La Banque nationale se montre plus déterminée à faire en sorte qu'une monnaie stable et prévisible ne désavantage pas la production en Suisse. Elle doit également se concentrer davantage sur l'évolution de la conjoncture et du chômage, ce qui est dans l'intérêt des salariés. Les grandes banques suisses disposent de fonds propres suffisants pour se prémunir contre une crise financière. Leur négoce pour compte propre doit être restreint et l'émission d'instruments dérivés doit être contrôlée. Les décideurs politiques créent les conditions-cadres permettant d'investir davantage d'épargne suisse dans les PME suisses, les start-up et les infrastructures durables.

8. Un fonds d'avenir pour une économie durable et indépendante

La Suisse crée un fonds d'avenir. Il met à la disposition des entreprises suisses innovantes des capitaux bon marché et investit dans l'économie durable. Avec des participations dans des entreprises d'intérêt public, le fonds réduit la dépendance de la Suisse à l'égard des investisseurs étrangers et des décisions de gestion à court terme. Le fonds peut être financé par les bénéfices de la Banque nationale, l'émission d'obligations ou une taxe sur les grandes fortunes et il est ouvert aux participations des fonds de pension.

9. Promouvoir le développement durable à l'échelle mondiale

La Suisse soutient les organisations internationales fortes qui œuvrent pour un développement durable dans le monde entier et soutient activement les objectifs de l'Agenda 2030 adopté par les Nations Unies. Elle s'engage notamment pour que les objectifs de l'Agenda 2030 soient respectés au sein l'OMC, le FMI ou la Banque mondiale. Elle fait rapport régulier et détaillé au Parlement et à l'opinion publique.

4.b Des règles équitables

Pour que la valeur ajoutée profite à tous

Chacun profite des investissements destinés à préparer l'avenir. Les entreprises tout autant que les employés. Car des forces de travail motivées et compétentes, dotées de connaissances approfondies, une bonne infrastructure et un environnement intact sont la base de toute prospérité économique. Trop peu d'investissements ont été faits au cours des dernières années et ce sont les travailleurs qui ont dû supporter une part toujours plus importante des coûts. Pendant ce temps, ceux qui font travailler leur argent sont devenus de plus en plus riches. Il faut que cela change. Les fruits du développement économique devraient profiter à tout le monde. Ceux qui engrangent de grands profits avec leur argent doivent assumer plus de responsabilités et contribuer davantage aux investissements pour l'avenir, par exemple via des impôts. Et il faut instaurer des règles qui garantissent que l'on applique partout des conditions de travail équitables et que tout le monde a des chances et des possibilités égales de se développer et de s'épanouir. Il faut mettre fin au réchauffement climatique et aux mauvaises conditions de travail. Nous devons progresser dans les domaines passés en revue ci-après.

10. Imposer le revenu des sociétés, le revenu du capital et les opérations financières

Ces dernières années, ceux qui font travailler leur argent ont reçu des cadeaux : les taux d'imposition du capital ont été abaissés dans les cantons, en Suisse et dans le monde entier. Ce sont précisément les principaux bénéficiaires du développement économique, les entreprises dégageant des bénéfices élevés et leurs bailleurs de fonds qui ont le plus bénéficié des réductions d'impôts. Une correction claire s'impose. Les dividendes, les bénéfices, les rendements du capital, les plus-values immobilières ou les successions doivent être imposés à un taux plus élevé. Le PS demande également une taxe sur les transactions financières dans le monde entier et en Suisse. Car on gagne de plus en plus d'argent grâce aux spéculations sur les marchés financiers et non pas en investissant dans l'économie réelle. Maintenant, c'est au tour des gens de récolter les fruits de leur travail. Si les investissements nécessaires sont financés et qu'il existe une marge de manœuvre financière, le système social doit être consolidé et les émoluments, la TVA ou l'impôt sur le revenu doivent être réduits.

11. Lutter contre l'évasion fiscale internationale

Nous ne sommes plus prêts à payer des impôts plus élevés simplement parce que les riches et les multinationales cachent leur argent avec l'aide de conseillers fiscaux et en (ab)usant de subterfuges. C'est pourquoi nous nous engageons pour mettre un terme à l'évasion fiscale. Nous soutenons les efforts de l'OCDE visant à combler les lacunes en matière fiscale et exigeons que tous les actifs imposables et les gains en capital soient déclarés par les banques aux autorités fiscales suisses (échange automatique d'informations). Nous l'exigeons depuis longtemps, également à l'intérieur de la Suisse.

12. Nous affranchir de notre dépendance à l'égard des énergies fossiles

La Suisse doit contribuer à prévenir la surchauffe climatique. Nous y voyons aussi une chance économique majeure, car nous évitons les coûts et la dépendance et créons à long terme de nouveaux emplois dans le secteur des technologies propres. Nous voulons tenir la promesse faite par la Suisse avec la signature de l'Accord de Paris sur le climat : la Suisse doit être climatiquement neutre d'ici à 2050 au plus tard. Nous ne pourrions atteindre cet objectif qu'en accélérant notre sortie des industries pétrolière, gazière et houillère. C'est pourquoi les entreprises et les ménages qui suivent cette voie doivent bénéficier d'incitations et de bénéfices. Le PS soutient les taxes d'incitation qui sont entièrement redistribuées à la population et aux entreprises, mais aussi les taxes d'encouragement, qui facilitent la transition. Nous veillons à ce que ces taxes aient des visées sociales. Le PS exige également des directives pour le marché financier. La place financière suisse est l'une des plus grandes du monde. Elle doit s'engager en faveur de la neutralité climatique. La transition vers une économie respectueuse du climat doit être accélérée de manière décisive.

13. Renforcer le droit du travail et le partenariat social

De nouvelles solutions juridiques pour le secteur de la sécurité sociale et le droit du travail doivent empêcher que la numérisation ne soit utilisée à mauvais escient – en particulier au vu de l'évolution de l'économie des plates-formes – pour aggraver les conditions de travail. Au contraire, le partenariat social doit être renforcé et les conventions collectives de travail être étendues à tous les secteurs. Sont par ailleurs également nécessaires des droits substantiels de cogestion des salariés au niveau de l'entreprise, c'est-à-dire là où les décisions stratégiques importantes sont prises. Nous avons besoin de normes minimales dans les secteurs sans ou avec une faible représentation syndicale (par exemple : restauration, secteur du nettoyage, commerce de détail, soins infirmiers) et d'une meilleure protection contre le licenciement, en particulier pour les travailleurs âgés. Les mesures de santé et de sécurité au travail (protection des travailleurs) devraient également être appliquées aux personnes qui travaillent en tant qu'entrepreneurs externes et sur appel (entrepreneurs, crowd workers). Pour cela, il est essentiel de définir et de garantir juridiquement de nouveaux modèles de travail.

14. Accompagner la migration liée au travail

L'immigration et le travail transfrontalier devraient soutenir, et non supplanter, les entreprises et les travailleurs résidents. Il est donc nécessaire de tout mettre en œuvre – par des mesures d'accompagnement efficaces et renforcées et des contrôles réguliers – pour que les salaires minimaux en usage dans la branche et dans tel ou tel canton ne soient pas revus à la baisse, que le temps de travail ne soit pas prolongé et que les travailleurs locaux aient de bonnes chances de trouver un emploi. L'égalité des femmes, depuis longtemps attendue, contribuera à pallier la pénurie croissante de travailleurs qualifiés.

4.c Cogestion

Changer et « co-façonner » l'économie mondiale

Les grands défis sociaux de notre temps ne peuvent être résolus qu'en commun. Le PS plaide donc pour une globalisation démocratique. La globalisation n'est pas une fin en soi. Nous ne voulons pas d'une globalisation qui fonctionne uniquement sur la base de la maximisation des profits. Nous ne voulons pas d'une globalisation qui permette aux uns de vivre dans la prospérité matérielle et qui exploite les autres (et la nature) au nom même de cette opulence. Nous voulons que la globalisation profite à tous. Façonner une telle globalisation est la grande tâche du 21^e siècle. A contrario, un rêve dangereux est l'isolement économique, social et culturel, par lequel les forces réactionnaires influencent l'opinion dans toute l'Europe. Il existe deux approches pour rendre la globalisation plus démocratique, plus inclusive et plus écologique²⁹. D'une part, nous devons utiliser les marges de manœuvre dont nous disposons en Suisse et au niveau régional pour modifier l'économie en conséquence et promouvoir le changement de valeurs nécessaire à un mode de vie solidaire. D'autre part, il est important de démocratiser les institutions internationales et de les transformer en véritables institutions du bien commun.

15. Renforcer et développer les services publics

Ce qui était autrefois les biens communaux revêt aujourd'hui la forme de biens et de services publics qui appartiennent à tous et sur lesquels chacun a son mot à dire. Ils sont demeurés jusqu'à aujourd'hui le modèle de réussite de la « Eid-Genossenschaft ». Nous avons encore et toujours de bonnes écoles et universités, de bons systèmes de transports publics, de bons médias nationaux, de bons services publics et de bons hôpitaux. Nous n'avons pas, comme d'autres pays, commis l'erreur de privatiser les infrastructures et les services publics centraux et de les abandonner au marché. Nous n'avons pas non plus l'intention de le faire à l'avenir. Bien au contraire. Le PS va continuer de lutter contre les fantasmes de privatisation de la droite et en faveur d'un service public fort dans l'intérêt de la collectivité. Parce que les bénéfices des travaux publics profitent à tout le monde. Ils ne disparaissent pas dans les poches des grands actionnaires. En outre, ces bénéfices permettent d'assurer un service public à l'échelle nationale, même dans les régions moins densément peuplées et/ou périphériques. Et nous pouvons les « contrôler » démocratiquement. Une économie équitable et durable mise et repose de plus en plus sur biens communaux. Outre le sol, des domaines tels que la santé et les soins ou les infrastructures d'Internet doivent eux aussi être compris aujourd'hui comme des biens communs démocratiques, des biens communaux et être développés en tant que service public.

²⁹ Voir aussi le concept de la globalisation développé par Walden Bello aux Philippines, http://www.vsa-verlag.de/uploads/media/Bello_De-Globalisierung.pdf

16. Promouvoir une économie durable

Comme le montre le papier de position sur la démocratie économique, il existe différentes manières de rendre l'économie suisse plus démocratique, plus solidaire et plus écologique. Des initiatives de la société civile telles que « l'économie citoyenne (du bien commun) » ou le commerce équitable en sont des exemples. Dans le même temps, de plus en plus d'entreprises, en particulier les PME, se considèrent comme des « entreprises sociales » et s'efforcent de fonctionner sur un mode durable. Ces activités doivent être encouragées de manière ciblée, par l'intermédiaire de bonnes conditions-cadres, de formes juridiques adaptées à l'entrepreneuriat social ou d'un article d'encouragement ancré dans la Constitution fédérale. Un fonds d'avenir doit permettre à l'État d'avoir des participations dans les grandes entreprises et d'utiliser leurs bénéfices pour le bien du grand public.

17. Un commerce solidaire – organisé démocratiquement

Le „right to regulate“ (« droit de réglementer ») doit être le principe de base de la politique commerciale internationale : les accords commerciaux ne doivent jamais restreindre les droits démocratiques visant à renforcer la réglementation en matière de protection de l'environnement ou la réglementation sociale. Par conséquent, les accords de protection des investissements doivent non seulement servir les intérêts des multinationales et de leurs donateurs, mais aussi exiger une utilité sociale contraignante et vérifiable. L'Agenda 2030 est un bon point de départ pour une politique commerciale moderne. Celle-ci pourrait également être définie par une loi commerciale.

18. Pour une communauté mondiale démocratique

La globalisation mue par le profit qui a prévalu ces dernières décennies a affaibli les démocraties fondées sur le modèle de l'État-nation. Si l'on veut que la globalisation devienne une chance pour les peuples, il faut développer davantage la démocratie au niveau international et supranational. Bien sûr, ce processus ne part pas de zéro. L'UE et les Nations Unies ont le potentiel de devenir les piliers d'un monde plus juste. Pour ce faire, il faut toutefois leur donner une « forme » plus démocratique et les pouvoirs nécessaires.